

F. 2001 — 1572

[S - C - 2001/03212]

18 AVRIL 2001. — Arrêté ministériel concernant le stage, l'accueil et la formation des agents du Ministère des Finances

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 fixant le statut des agents de l'Etat notamment l'article 28quinquies inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982 et modifié en dernier lieu par l'article 8 de l'arrêté royal du 13 mai 1999, l'article 39 modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 mars 1995 et l'article 48quater inséré par l'arrêté royal du 18 novembre 1982 et modifié en dernier lieu par l'article 13 de l'arrêté royal du 22 février 1985,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont chargés de l'établissement des rapports de stage visés à l'article 28quinquies de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, le supérieur hiérarchique du stagiaire, titulaire d'un grade du rang 13 au moins, pour autant que ces rapports concernent des candidats aux niveaux 2+, 2, 3, et 4 et qu'ils soient favorables aux intéressés.

Art. 2. Pour la fixation du programme d'accueil et de formation, visé à l'article 48quater, § 1^{er}, 2^e alinéa, du même arrêté, délégation est accordée au directeur général des Services généraux du Secrétariat général.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 31 mars 1983 concernant le stage, l'accueil et la formation des agents du Ministère des Finances est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

D. REYNDERS

N. 2001 — 1572

[S - C - 2001/03212]

18 APRIL 2001. — Ministerieel besluit betreffende de stage, het onthaal en de vorming van de personeelsleden van het Ministerie van Financiën

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel inzonderheid op artikel 28quinquies ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982 en laatst gewijzigd door het artikel 8 van het koninklijk besluit van 13 mei 1999, op artikel 39 laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 17 maart 1995 en op artikel 48quater ingevoegd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982 en laatst gewijzigd door het artikel 13 van het koninklijk besluit van 22 februari 1985,

Besluit :

Artikel 1. Worden belast met het opmaken van de bij artikel 28quinquies van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 bedoelde stageverslagen, de hiërarchische meerdere van de stagiair, titularis van een graad van minstens rang 13, voor zover deze verslagen betrekking hebben op gegadigden voor de niveaus 2+, 2, 3 en 4 en gunstig zijn voor betrokkenen.

Art. 2. Voor de opstelling van het bij artikel 48quater, § 1, tweede alinea, van hetzelfde besluit, bedoelde onthaal- en vormingsprogramma wordt delegatie verleend aan de directeur-generaal van de Algemene Diensten van het Algemeen Secretariaat.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 31 maart 1983 betreffende de stage, het onthaal en de vorming van de personeelsleden van het Ministerie van Financiën wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

D. REYNDERS

MINISTÈRE DES FINANCES, MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 2001 — 1573

[C - 2001/03291]

10 JUNI 2001. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1995 relatif aux sicaf immobilières

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'ouverture des marchés dans le cadre de la construction de l'Union Européenne particulièrement mise en évidence par le lancement opérationnel prochain de la structure Euronext ainsi que l'introduction de l'Euro comme monnaie unique ont mis l'accent sur la nécessité d'aligner certains aspects de notre législation afin de rendre les entreprises belges du secteur immobilier, soumises au régime de la sicaf immobilière, compétitives par rapport à leur concurrentes étrangères, tout en conservant leur nature d'organisme de placement collectif (OPC).

Le présent arrêté vise à modifier le taux maximum d'endettement des sicaf immobilières et à supprimer la possibilité offertes par les textes réglementaires en vigueur quant à l'obligation de ne pas pouvoir placer plus de 20 % de ses actifs dans des biens immobiliers qui forment un seul ensemble immobilier lorsque son taux d'endettement dépasse 33 % de ses actifs au moment de la conclusion de l'emprunt.

Le niveau de l'endettement d'une sicaf immobilière est un facteur important pour la stabilité de l'entreprise et pour la sécurité des investisseurs.

Ce taux de 33 % était justifié de la manière suivante dans la réponse du Ministre à l'avis du Conseil d'Etat à propos de l'arrêté royal de 1995 : « Dans l'hypothèse maximaliste où la sicaf investirait ses actifs à 100 % en biens immobiliers et que ces biens seraient financés à concurrence de 40 % par des dettes hypothécaires, le montant nominal de ces dettes ne pourrait dépasser 75 % du montant des actifs financés par ces dettes (40 %). Ce montant est égal à 30 % des actifs (40*0,75=30). Le ratio d'endettement global est porté à un tiers des actifs, ce qui se situe tout près du pourcentage calculé. ». (*Moniteur belge* du 23 mai 1995, p.14170)

MINISTERIE VAN FINANCIËN, MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 2001 — 1573

[C - 2001/03291]

10 JUNI 2001. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1995 met betrekking tot vastgoedbevaks

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De openstelling van de markten in het kader van de opbouw van de Europese Unie, in het bijzonder op het voorplan getreden door de nakende operationele lancering van de Euronext structuur en ook door de invoering van de Euro als enige munt, hebben de nadruk gelegd op de noodzaak om sommige aspecten van onze wetgeving op elkaar af te stemmen om de Belgische ondernemingen in de immobiliënssector, onderworpen aan het stelsel van de vastgoedbevaks, weerbaar te maken tegenover de buitenlandse concurrentie en toch hun aard van instelling voor collectieve belegging (ICB) te behouden.

Dit besluit heeft tot doel de maximale schuldenlast van de vastgoedbevaks te wijzigen en de mogelijkheid af te schaffen, die geboden wordt door de van kracht zijnde reglementaire teksten, met betrekking tot de verplichting niet meer dan 20 % van haar activa te beleggen in vaste goederen die één enkel vastgoed geheel vormen als haar schuldenlast meer dan 33 % van haar activa bedraagt op het ogenblik van de sluiting van de lening.

De schuldenlast van een vastgoedbevak is een belangrijke factor voor de stabiliteit van de onderneming en voor de veiligheid van de investeerders.

Die begrenzing van 33 % werd als volgt verantwoord in het antwoord van de Minister aan de Raad van State met betrekking tot het koninklijk besluit van 1995 : « Dans l'hypothèse maximaliste où la sicaf investirait ses actifs à 100 % en biens immobiliers et que ces biens seraient financés à concurrence de 40 % par des dettes hypothécaires, le montant nominal de ces dettes ne pourrait dépasser 75 % du montant des actifs financés par ces dettes (40 %). Ce montant est égal à 30 % des actifs (40*0,75=30). Le ratio d'endettement global est porté à un tiers des actifs, ce qui se situe tout près du pourcentage calculé. » (*Belgisch Staatsblad* van 23 mei 1995, blz.14170)

Cette limitation très importante du taux d'endettement des sicafs immobilières les pénalise toutefois fortement par rapport à leurs concurrentes étrangères.

La Commission bancaire et financière relève à ce propos à la page 111 de son rapport annuel 1999-2000 que : « En vertu de l'arrêté royal sicafi, les sicaf sont obligés de distribuer au moins 80 % de leur résultat. Il en résulte qu'elles sont tributaires, pour le financement de leur croissance, des moyens complémentaires que leurs actionnaires acceptent de mettre à leur disposition. En cas de circonstances défavorables, seul un financement par endettement offre donc une solution. »

Il est donc proposé de porter la limite fixée à l'article 52, § 1^{er}, de l'A.R. relatif aux sicaf immobilières du 10 avril 1995 de 33 % à 50 %, taux qui correspond, en moyenne, au taux pratiqué dans différents pays voisins, notamment ceux impliqués à l'heure actuelle dans la structure Euronext.

La limite de 50 % est la limite absolue qui ne peut en aucun cas être dépassée.

Le même article comporte une règle supplémentaire de protection limitant les charges financières à 80 % des ventes et prestations et produits financiers de la sicaf. Cette seconde limite constitue une protection efficace de la société et de ses actionnaires en instituant un complément efficace à la limite d'endettement.

Il convient également de sauvegarder le caractère d'OPC, comprenant une large diversification des risques comme le relève le rapport annuel précité de la Commission bancaire et financière. Il a donc été décidé de supprimer la possibilité d'obtenir ou de garder une dérogation à l'obligation de ne pas pouvoir placer plus de 20 % de ses actifs dans des biens immobiliers qui forment un seul ensemble immobilier lorsque le taux d'endettement de la sicaf immobilière dépasse 33 % de ses actifs au moment de la conclusion de l'emprunt dans les cas visés à l'article 43, § 3, tirets 2 et 3, de l'arrêté royal du 10 avril 1995 relatif aux sicaf immobilières.

Seule subsiste la dérogation visée au 1^{er} tiret du paragraphe 3 de l'article 43, c'est à dire celle accordée pour deux ans au maximum à dater de la date d'inscription à la liste visée à l'article 120, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 4 décembre 1990.

Quant à l'information à donner à l'investisseur, il est évident que le choix de la sicaf immobilière de dépasser la limite de 33 % constitue une modification indirecte de sa politique d'investissement en ce que son profil de risque est modifié.

Par voie de conséquence, une telle décision constitue une information sensible qu'il convient de publier au titre d'information occasionnelle conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 relatif aux obligations en matière d'information périodique des émetteurs dont les instruments sont inscrits au premier marché d'une bourse de valeur mobilière.

En outre, le rapport annuel de la sicaf immobilière devra contenir un commentaire concernant le niveau d'endettement et sa politique en la matière.

Enfin, il semble souhaitable, conformément aux principes de « corporate governance », que les sicaf immobilières mentionnent dans leurs statuts le taux d'endettement global qu'elles respectent.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,
J. GABRIELS

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Deze zeer belangrijke begrenzing van de schuldenlast van de vastgoedbevaks bestraft ze zwaar tegenover hun buitenlandse concurrenten.

De Commissie voor het Bank- en het Financieuzen merkt hierbij op bladzijde 111 van haar jaarverslag 1999-2000 op dat : « Krachtens het bevakbesluit zijn de bevaks immers verplicht om minstens 80 % van hun resultaat uit te keren. Hierdoor zijn zij voor de financiering van hun groei afhankelijk van bijkomende middelen die hun aandeelhouders hun ter beschikking willen stellen. Bij ongunstige marktomstandigheden biedt dus alleen schuldfinanciering een oplossing. »

Er wordt dus voorgesteld in artikel 52, § 1, van het K.B. van 10 april 1995 met betrekking tot vastgoedbevaks de vastgestelde drempel van 33 % naar 50 % te brengen, een verhouding die gemiddeld overeenkomt met de drempel toegepast in verschillende buurlanden, met name deze die betrokken zijn bij de structuur van Euronext.

De drempel van 50 % is de absolute drempel en mag onder geen beding overschreden worden.

Hetzelfde artikel bevat een bijkomende beschermingsregel die de financiële lasten van de bedrijfs- en financiële opbrengsten van de bevak tot 80 % beperkt. Die tweede limiet vormt een doeltreffende bescherming van de vennootschap en van haar aandeelhouders door een doeltreffende aanvulling in te voeren op de drempel van de schuldenlast.

Het is aangewezen de aard van ICB te behouden, met inbegrip van een brede spreiding van de risico's, zoals blijkt uit het voornoemde jaarverslag van de Commissie voor het Bank- en het Financieuzen. Dus werd beslist de mogelijkheid af te schaffen om een afwijking te verkrijgen of te behouden op de verplichting niet meer dan 20 % van de activa in vaste goederen te beleggen die één enkel vastgoedgeheel vormen als de schuldenlast van de vastgoedbevak meer dan 33 % van haar activa bedraagt op het ogenblik van de sluiting van de lening, in de gevallen vermeld in artikel 43, § 3, gedachtstreepjes 2 en 3 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 met betrekking tot vastgoedbevaks.

Enkel de afwijking vermeld onder het eerste streepje van § 3 van artikel 43, te weten die welke toegestaan wordt voor een periode van maximaal twee jaar vanaf de datum van inschrijving op de lijst bedoeld in artikel 120, § 1, derde lid, van de wet van 4 december 1990.

Wat de openbaarmaking van gegevens aan de investeerder betreft is het duidelijk dat de keuze van de vastgoedbevak om de drempel van 33 % te overschrijden een indirecte wijziging van haar investeringsbeleid vormt en dat haar risicoprofiel verandert.

Bijgevolg vormt zo een beslissing een gevoelige informatie die ter titel van inlichting moet bekendgemaakt worden volgens bepalingen van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betreffende de verplichting inzake occasionele informatie van emittenten waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de eerste markt van een effectenbeurs.

Het jaarverslag van de vastgoedbevak zal daarenboven een vermelding moeten bevatten over de schuldenlast en het beleid daaromtrent.

Het is wenselijk, in overeenstemming met de principes van « corporate governance (deugdelijk bestuur) », dat de vastgoedbevaks in hun statuten de globale schuldenlast melden die ze zullen respecteren.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedwaardige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Landbouw en Middenstand,
J. GABRIELS

De Minister van Economische Zaken,
Ch. PICQUE

**10 JUIN 2001. — Arrêté royal
modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1995
relatif aux sicaf immobilières**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment les articles 120, § 3, modifié par les lois des 5 août 1992 et 22 mars 1993, 122, § 1^{er}, 5°, et alinéa 2, 122, § 2, modifié par la loi du 5 août 1992, 123, modifié par la loi du 5 août 1992, 126, § 3, modifié par la loi du 6 août 1993, 127, modifié par la loi du 12 décembre 1996 et 129, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, modifiée par la loi du 7 mai 1999;

Vu le Code des sociétés, inséré par l'article 2 de la loi du 7 mai 1999, notamment l'article 122;

Vu l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés;

Vu l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 1991 relatif à certains organismes de placement collectif, notamment les articles 86 à 93, insérés par l'arrêté royal du 23 octobre 1991;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1995 relatif aux sicaf immobilières;

Vu l'urgence spécialement motivée;

Considérant le lancement opérationnel prochain d'Euronext et des comparaisons inévitables de la part des investisseurs entre les sociétés cotées autrefois sur trois places boursières différentes;

Considérant qu'il ne faut pas désavantager les sicaf immobilières de droit belge par rapport aux sociétés du même secteur en France et aux Pays-Bas, qui disposent d'une possibilité d'endettement plus important, et par la même, une croissance plus élevée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 mai 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de Notre Ministre de l'Economie, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un paragraphe 4 est ajouté à l'article 43 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 :

« § 4. Les dérogations prévues au § 3, tirets 2 et 3 ne peuvent être accordées par la Commission bancaire et financière si l'endettement global de la sicaf immobilière dépasse 33% des actifs au moment de la conclusion du contrat d'emprunt. »

Art. 2. Un paragraphe 5 est ajouté à l'article 43 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 :

« § 5. Les dérogations visées au § 3, tirets 2 et 3 sont retirées par la Commission bancaire et financière dans le cas où l'endettement global de la sicaf immobilière dépasse 33 % des actifs au moment de la conclusion du contrat d'emprunt. ».

Art. 3. L'article 52, § 1^{er} de l'arrêté royal du 10 avril 1995 est remplacé par le texte qui suit :

« § 1^{er}. L'endettement global de la sicaf immobilière ne peut dépasser 50 % des actifs au moment de la conclusion d'un contrat d'emprunt.

Par endettement, il faut entendre toutes les rubriques mentionnées sous les rubriques VIII et IX du passif du bilan tel que repris à l'article 88 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés.

Les charges financières annuelles liées à cet endettement ne peuvent dépasser à aucun moment 80 % des ventes et prestations et produits financiers de la sicaf.

Pour l'application du présent paragraphe, ne sont pas pris en compte les montants dus par la sicaf du chef de l'acquisition de biens immobiliers, pour autant qu'ils soient payés dans les délais d'usage. ».

**10 JUNI 2001. — Koninklijk besluit
tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1995
met betrekking tot vastgoedbevaks**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, meer bepaald de artikelen 120, § 3, gewijzigd bij de wetten van 5 augustus 1992 en 22 maart 1993, 122, § 1, 5°, en tweede lid, 122, § 2, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, 123, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1992, 126, § 3, gewijzigd bij de wet van 6 augustus 1993, 127, gewijzigd bij de wet van 12 december 1996 en 129, § 1, tweede lid;

Gelet op de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen, gewijzigd bij de wet van 7 mei 1999;

Gelet op het Wetboek van vennootschappen, invoegd door het artikel 2 van de wet van 7 mei 1999, inzonderheid artikel 122;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het wetboek van vennootschappen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding van de ondernemingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1991 met betrekking tot bepaalde instellingen voor collectieve belegging, meer bepaald de artikelen 86 tot 93, ingevoegd bij koninklijk besluit van 23 oktober 1991;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1995 met betrekking tot vastgoedbevaks;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de nakende operationele lancering van Euronext en de niet te vermijden vergelijkingen van beleggers tussen voordien op drie verschillende beurzen genoteerde vennootschappen;

Gelet op het feit dat de vastgoed bevaks niet benadeeld mogen worden in vergelijking met de vennootschappen van dezelfde sector in Frankrijk en in Nederland, die beschikken over een mogelijkheid tot hogere schuldgraad, en, daardoor een grotere groei;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 mei 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, van Onze Minister van en Landbouw en Middenstand van Onze Minister van Economie, en op het advies van Onze die in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een paragraaf 4 wordt toegevoegd aan het artikel 43 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 :

« § 4. De afwijkingen voorzien in § 3, gedachtestreepjes 2 en 3 kunnen door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen slechts toegestaan worden als de totale schuldenlast van de vastgoedbevak geen 33 % van de activa overschrijdt op het ogenblik van de sluiting van de lening. ».

Art. 2. Een paragraaf 5 wordt toegevoegd aan artikel 43 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 :

« § 5. de afwijkingen vermeld in § 3, 2e en 3e gedachtestreepje worden door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen ingetrokken ingeval de totale schuldenlast van de vastgoedbevak 33 % van de activa zou overschrijden op het ogenblik van de sluiting van de lening. ».

Art. 3. Artikel 52, § 1, van het koninklijk besluit van 10 april 1995 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« § 1. De totale schuldenlast van de vastgoedbevak mag 50 % van de activa niet overschrijden op het ogenblik van de sluiting van de lening.

Onder schuldenlast moet verstaan worden alle rubrieken in de balans onder de posten VIII et IX van de passiva van de balans, zoals opgenomen in het artikel 88 van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen.

De aan die schuldenlast verbonden jaarlijkse financiële lasten mogen op geen enkel ogenblik meer bedragen dan 80 % van de bedrijfs- en financiële opbrengsten van de bevak.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt geen rekening gehouden met de bedragen die de bevak verschuldigd is voor de verwerving van vaste goederen, voor zover zij binnen de gebruikelijke termijnen betaald worden. »

Art. 4. Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, Notre Ministre de l'Economie, Notre Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,
J. GABRIELS

Le Ministre de l'Economie,
Ch. PICQUE

Art. 4. Onze Minister van Landbouw en Middenstand, Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Financiën zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

De Minister van Landbouw en Middenstand,
J. GABRIELS

De Minister van Economie,
Ch. PICQUE

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 2001 — 1574

[C — 2001/22393]

14 JUIN 2001. — Décision de la Ministre de la Santé publique instaurant certaines mesures de protection concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine

La Ministre de la Santé publique,

Considérant l'article 17 de la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes;

Considérant que l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales prévoit dans ses articles 8 et 9 que le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions peut, dans certaines circonstances, prendre les mesures nécessaires, aussi bien en vue de protéger la santé publique qu'en vue de répondre aux obligations européennes;

Considérant que l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) comporte sans doute des dangers au plan de la santé des consommateurs de viandes bovines;

Considérant que récemment, la Commission européenne a conclu sur base d'avis scientifique que la colonne vertébrale, ainsi que les ganglions rachidiens des bovins âgés de plus de douze mois constituent un risque de contamination par l'ESB, lequel doit être prévenu sans délai;

Considérant qu'au 14 mars 2001, la Commission a pris la Décision 2001/233/CE modifiant la décision 2000/418/CE en ce qui concerne les viandes séparées mécaniquement et la colonne vertébrale des bovins, qu'elle l'a destiné aux Etats membres, l'a publié au Journal officiel du 23 mars 2001 et imposé de l'appliquer à partir du 31 mars 2001;

Considérant que la législation actuelle ne suffit pas pour réaliser cette obligation européenne et que, tout en respectant les procédures prévues, les initiatives de réglementation ne peuvent pas être terminées en temps utile;

Considérant que certaines mesures peuvent être modulées en fonction des circonstances dans lesquelles des colonnes vertébrales ou des parties des colonnes vertébrales de bovins âgés de plus de douze mois peuvent ou non être présentes dans les débits de viandes,

Décide :

Article 1^{er}. Les viandes du rachis des bovins âgés de plus de douze mois ne peuvent être transformées ni mises en vente dans le commerce de détail ni livrées au consommateur ou à l'utilisateur final que si elles ont été au préalable débarrassées des vertèbres autres que caudales ainsi que des ganglions rachidiens et autres tissus nerveux apparents de la colonne vertébrale.

Les déchets animaux (à savoir les vertèbres, les ganglions rachidiens et les autres tissus nerveux apparents de la colonne vertébrale) issus de cette opération sont des matériels à risques spécifiés qui doivent être éliminés conformément aux dispositions qui les régissent.

Art. 2. § 1^{er}. Outre dans les abattoirs, les ateliers de découpe et les ateliers de transformation agréés, l'enlèvement de la colonne vertébrale ou des parties de colonne vertébrale des carcasses, demi-carcasses,

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

N. 2001 — 1574

[C — 2001/22393]

14 JUNI 2001. — Beslissing van de Minister van Volksgezondheid tot vaststelling van bepaalde beschermende maatregelen in verband met bovine spongiforme encefalopathie

De minister van Volksgezondheid,

Overwegende artikel 17 van de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen in zijn artikelen 8 en 9 voorziet dat de minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, in bepaalde omstandigheden de nodige maatregelen kan nemen, zowel om de volksgezondheid te beschermen als om te voldoen aan Europese verplichtingen;

Overwegende dat de bovine spongiforme encefalopathie (BSE) zonder twijfel gevaren inhoudt op het vlak van de gezondheid van de verbruikers van rundvlees;

Overwegende dat recent op wetenschappelijk advies door de Europese Commissie is geconcludeerd dat de wervelkolom evenals de achterwortelganglia van runderen van meer dan twaalf maanden een gevaar voor besmetting met BSE inhouden dat dringend dient voorkomen;

Overwegende dat de Commissie daartoe op 14 maart 2001 de Beschikking 2001/233/EG tot wijziging van Beschikking 2000/418/EG met betrekking tot separatorvlees en de wervelkolom van runderen heeft genomen en gericht tot de Lidstaten, ze op 23 maart 2001 in het Europees Publicatieblad heeft bekendgemaakt en ze met ingang van 31 maart dient toegepast;

Overwegende dat de huidige wetgeving niet volstaat om deze Europese verplichting te realiseren en dat de nodige regelgevende initiatieven met respect voor de voorziene procedures niet tijdig kunnen worden voltooid;

Overwegende dat een aantal maatregelen kunnen variëren naargelang de omstandigheid waarbij in vleeswinkels wervelkolom of delen ervan van runderen van meer dan twaalf maanden al of niet aanwezig mogen zijn,

Beslist :

Artikel 1. Het vlees van de wervelkolom van runderen van meer dan twaalf maanden mag niet worden verwerkt noch in de detailhandel te koop gesteld noch geleverd aan de consument of de eindgebruiker dan nadat het is ontdaan van alle wervels, andere dan staartwervels, evenals van de achterwortelganglia en ander zichtbaar zenuwweefsel rond de wervelkolom.

De afval die bij deze bewerking bekomen wordt (wervels, achterwortelganglia en ander zichtbaar zenuwweefsel rond de wervelkolom) is gespecificeerd risicomateriaal en moet verwijderd worden overeenkomstig de bepalingen die daarop van toepassing zijn.

Art. 2. § 1. Buiten de erkende slachthuizen, uitsnijderijen en vleeswarenfabrieken, mag het verwijderen van de wervelkolom of delen daarvan die zijn vervat in karkassen, halve karkassen, kwartieren of